

# Second joint assessment by the spc and the european commission of the social impact of the economic crisis and of policy responses

## Résumé

Principales conclusions de l'évaluation des impacts sociaux de la crise :

- Les conséquences sont désormais clairement perceptibles : perte d'emplois, augmentation du nombre des bénéficiaires d'allocations de sécurité sociale et d'assistance sociale et donc hausse des dépenses sociales, perte de valeur des fonds de pensions ...etc.
- Les plans de relance et les systèmes de protection sociale, agissant en tant que stabilisateurs automatiques, ont permis d'amortir considérablement celles-ci.
- Les prévisions sont néanmoins pessimistes pour 2010, année où les conséquences sociales, et notamment sur le marché de l'emploi, seront les plus importantes.
- Même si tous les pays sont touchés, on constate de grandes variations entre les pays dans l'ampleur des conséquences (jusqu'ici la Be s'en sort encore pas trop mal).
- Les méthodes de monitoring (et les données disponibles), bien qu'en progrès, ne permettent pas toujours d'évaluer correctement et rapidement la situation sociale en période de crise. Prévoir les conséquences à long-terme reste un exercice délicat. Néanmoins, il est évident que si la crise perdure, il y aura des conséquences importantes sur les systèmes de sécurité sociales (et principalement sur les systèmes de pensions).

Principales conclusions de l'évaluation des réponses politiques sociales nationales à la crise :

- Les réponses politiques varient considérablement d'un pays à l'autre, tant en terme de contenu qu'en terme d'ampleur.
- De nombreux pays ont renforcé leur politique de soutien à l'emploi (préservation de l'emploi, soutien à l'activation, réintégration sur le marché de l'emploi...etc.). Les mesures les plus récentes consistent souvent à assouplir la législation sur le temps de travail (comme en Be).
- De nombreux pays continuent à mener des politiques de soutien aux revenus, notamment en augmentant divers minimas sociaux.
- Certains pays ont pris d'importantes mesures pour des publics cibles (par exemple les jeunes) ainsi que des mesures visant à protéger les personnes face au surendettement (notamment en matière de crédit immobilier).

- Néanmoins, certains pays ont commencé à prendre des mesures d'austérité afin de limiter leur déficit public, ou pour certains, déjà en vue d'assurer la soutenabilité financière à long terme de leur finance publique.
- Il est encore souvent trop tôt pour évaluer les effets des premières mesures prises en réaction à la crise.
- A noter que le rapport attache une importance particulière au secteur des soins de santé. Partant du principe que (même si très peu de mesures précises permettent à ce stade d'en mesurer les effets) la crise pourrait avoir des effets négatifs sur l'état de santé de la population, le questionnaire demandait aux pays de signaler les mesures prises dans le domaine de la santé en réaction à la crise telles que : changement dans les investissements en infrastructure de santé, modification de l'organisation du système de santé, réduction ou au contraire augmentation du financement des soins de santé ...